

LA POLITIQUE DE GESTION DES TERRES FÉDÉRALES

Lors de la dernière séance du Comité, le ministre des Travaux publics a souligné que «la gestion des terres fédérales ajoutait une dimension importante au travail du Ministère».

C'est la politique fédérale de gestion des terres, qui vise essentiellement la réalisation d'objectifs plus vastes que le logement des services gouvernementaux, qui a amené cette nouvelle sensibilisation à l'égard du patrimoine national, de l'image fédérale, des problèmes liés à la rénovation urbaine et au développement régional, et qui a entraîné cet intérêt et cette participation accrues des administrations provinciales et municipales. (26:9)

C'est en 1975-1976 que le Programme de gestion et d'aménagement fonciers a, pour la première fois, fait l'objet d'un crédit distinct dans les prévisions budgétaires du Ministère. En 1976-1977, il se voyait allouer un crédit de \$13,207,000 et un effectif de 190 années-hommes. Ce crédit a permis de financer le travail de gestion financière qu'effectue le Ministère dans quatre directions: la Direction de l'administration immobilière, qui s'occupe de l'administration des biens immobiliers excédentaires; la Direction de l'immobilier qui est responsable des travaux d'arpentage, de l'évaluation, de l'expropriation et de la disposition des biens immobiliers excédentaires; la Direction de l'aménagement immobilier, de qui relève l'étude de l'utilisation actuelle et future des terres fédérales; et enfin, la Direction du district spécial de Mirabel qui est chargée de la gestion des terres adjacentes à cet aéroport.

Au début, toute la gestion des biens immobiliers du gouvernement relevait du ministère des Travaux publics. La Commission Glassco a toutefois découvert qu'au début des années 60, plusieurs ministères partageaient cette responsabilité. Il était alors admis que tout ministère ou organisme pouvait acquérir des terrains, à condition d'avoir obtenu l'autorisation d'en effectuer la dépense. Les ministères de la Défense nationale, des Travaux publics et des Transports, ainsi que la Commission de la Capitale nationale faisaient suffisamment de transactions immobilières pour disposer d'un personnel uniquement affecté à cette tâche.

Les membres de la Commission Glassco ont formulé plusieurs critiques au sujet des pratiques de gestion foncière en vigueur à ce moment-là et ont jugé